



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de la
protection des populations de la Drôme**

Service Protection de l'Environnement
33, avenue de Romans
B.P. 96
26000 Valence

Valence, le 05/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARBEC SA

Quartier des Ors
8 rue Salvator Allende
26100 Romans-sur-Isère

Références : MR/2024-00965
Code AIOT : 0052603167

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2024 dans l'établissement CARBEC SA implanté Quartier des Ors 8 rue Salvator Allende 26100 Romans-sur-Isère. L'inspection a été annoncée le 14/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection fait suite aux travaux de rénovation du système de traitement. L'exploitant ayant réalisé précédemment un diagnostic sur les différents étages de son installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARBEC SA
- Quartier des Ors 8 rue Salvator Allende 26100 Romans-sur-Isère
- Code AIOT : 0052603167
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette installation a pour principale activité l'abattage d'animaux. Le système de pré-traitement des eaux résiduelles industrielles avait présenté des dysfonctionnements que l'exploitant a dorénavant corrigé.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Une baisse d'activité est prévue cet été ayant pour conséquence un impact sur les ouvertures hebdomadaires estivales et donc un prélèvement en eau inférieur à 7000 m³/an.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prélèvement et consommation d'eau.	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 24	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Traitement et rejets des effluents.	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 25	Sans objet
3	Traitement et rejets des effluents.	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 26	Sans objet
4	Traitement et rejets des effluents.	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 28	Sans objet
5	Dispositions particulières à la pollution de l'eau.	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 33	Sans objet
6	Pollution des eaux superficielles	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article I	Sans objet
7	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les différents étages du système pré-traitement sont opérationnels. Pour adapter le traitement des effluents à l'activité, l'exploitant met en route le traitement manuellement. Pour minimiser le dégagement des odeurs à la fin de l'activité journalière et après arrêt de la station, l'exploitant rentre le bac des boues primaires issues du tamisage dans le frigo des déchets. Le bac de récupération des graisses est retiré deux fois par semaine.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prélèvement et consommation d'eau.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 24
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau
Prescription contrôlée : Les ouvrages de prélèvement d'eau, visés aux articles 22 et 23 ci-dessus, sont munis d'un dispositif de mesure totaliseur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Les résultats, consignés dans un registre éventuellement informatisé, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pour une durée définie dans l'arrêté d'autorisation.
Constats : Les travaux de rénovation du point de prélèvement sont quasiment finalisés. La commande ayant été passée par l'exploitant auprès de son gestionnaire d'eau potable il y a 2 ans. Il reste à paramétrer le relevé automatique du compteur et remblayer l'enceinte cimentée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Traitement et rejets des effluents.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits
Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant et régulièrement mis à jour. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Constats :

Conforme, les travaux de rénovation de la chaîne d'abattage de ces 2 dernières années n'ont pas impacté les réseaux de l'installation. L'exploitant a présenté à l'inspection son schéma des réseaux.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Traitement et rejets des effluents.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 26

Thème(s) : Risques chroniques, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits

Prescription contrôlée :

L'installation possède un dispositif de prétraitement des effluents produits comportant, au minimum, un dégrillage et, le cas échéant, un tamisage, un dessablage et un dégraissage. Le dégrillage est équipé d'ouvertures ou de mailles dont la taille n'excède pas 6 mm ou de systèmes équivalents assurant que la taille des particules solides des eaux résiduaires qui passent au travers de ces systèmes n'excède pas 6 mm. Tout broyage, macération ou tout autre procédé pouvant faciliter le passage de matières animales au-delà du stade de prétraitement est exclu. Ce dispositif est conçu de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations. Le type de dégrillage utilisé, le temps de séjour des effluents stockés et la fréquence d'entretien de ces dispositifs sont adaptés en conséquence. Les installations de prétraitement sont correctement entretenues. Elles sont équipées de dispositifs permettant des prélèvements dans les rejets et des mesures de leur débit dans de bonnes conditions.

Constats :

Lors de la précédente inspection, la station de prétraitement présentait des dysfonctionnements. L'exploitant a réalisé un diagnostic sur l'installation par un prestataire puis a engagé les travaux nécessaires pour un retour au bon fonctionnement du système.
Le rétro-lavage du tamis rotatif (de maille est à 1 mm) est réparé.
Le dégraisseur a fait l'objet d'un curage complet et d'une remise en route de l'injection d'air. L'inspection a constaté la remontée d'air et le raclage continue des graisses en surface. La tulipe a aussi bénéficié d'un nettoyage.
L'exutoire est suffisamment aménagé pour d'une part positionner un préleveur automatique et d'autre pour réaliser une mesure simple de débit sur une sortie en V.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Traitement et rejets des effluents.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 28

Thème(s) : Risques chroniques, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits

Prescription contrôlée :

En matière de traitement externe des effluents par une station d'épuration collective, les dispositions de l'article 34 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.
Elles concernent :

- les modalités de raccordement ;
- les valeurs limites avant raccordement ;

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection son nouvel arrêté n°2024-A026 du 5 mars 2024 portant autorisation de déversement des eaux usées non domestiques dans le réseau public d'assainissement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Dispositions particulières à la pollution de l'eau.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 33

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un programme de surveillance des effluents rejetés ou raccordés. La fréquence de mesure des paramètres Débit, DCO, DBO5 et MES est conforme à celle indiquée en annexe III. Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, une mesure au moins mensuelle est réalisée sur l'azote total et le phosphore total.

Constats :

L'exploitant a mis en place son autosurveillance conformément à son autorisation de déversement des eaux résiduaires industrielles dans la station d'épuration collective.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Pollution des eaux superficielles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article I

Thème(s) : Risques chroniques, Annexe I - Pollution des eaux superficielles

Prescription contrôlée :

La température des effluents rejetés doit être inférieure à 30 °C sauf si la température en amont dépasse 30 °C. Dans ce cas, la température des effluents rejetés ne doit pas être supérieure à la température de la masse d'eau amont. Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés pourra aller jusqu'à 50 °C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau. Leur pH doit être compris entre 5,5 et 8,5, 9,5 s'il y a neutralisation alcaline.

Constats :

Les résultats sont conformes selon les analyses du dernier contrôle inopiné.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF

Prescription contrôlée :

Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.

La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.

Constats :

En l'absence de valeur du débit permettant le calcul de flux, l'exploitant n'a pas saisi régulièrement les résultats dans l'application GIDAF. Les travaux sur le point de prélèvement par la mise en place du nouveau compteur sont quasiment achevés (voir point 1 ci-dessus du rapport), l'exploitant devra transmettre les données de son autosurveillance au plus tôt.

Type de suites proposées : Sans suite